

# AGRICULTURE - EMPLOI

GROUPE DES ELUS COMMUNISTES

---

30 mai 2008

Gérard Lahellec

*Doux :*

***champion de la volaille européenne, numéro un de la liquidation des RTT et de la pression sur les salaires s'apprête à une restructuration industrielle.***

A la flambée de plus de 40% du coût des céréales s'ajoutent désormais deux facteurs financiers qui expliquent les 35,2 Millions d'euros de pertes affichées par le groupe Doux, pour l'année 2007. Soient, d'une part, la politique monétaire de «l'euro fort» qui pénalise les débouchés d'une entreprise qui exporte dans 130 pays du Monde et, d'autre part, la déroute créée par la crise des subprimes aux Etats Unis.

En effet, il y a un an, la banque Barclays avait trouvé une «solution miracle» pour refinancer la dette de 45 millions du volailler en 2006, découlant notamment de l'embargo décidé consécutivement à l'épizootie de la grippe aviaire.

Les premières victimes de cette situation sont, bien entendu, les salariés de l'entreprise qui se sont vu opposer un refus catégorique à la revalorisation de 5% des salaires qu'ils revendiquaient, la direction prenant prétexte de la situation financière du groupe pour justifier ce refus !

Pourtant, malgré cette situation financière tendue et pour laquelle les salaires des employés ne sont pour rien, le directeur général du groupe Doux continue d'affirmer avec force que le groupe n'est pas à vendre. Il serait désormais ouvert à un partenariat industriel dans le seul but, affirme t-il, de reconstituer ses fonds propres, tombés à 70 Millions d'euros contre 156 Millions en 2005.

Dans cette stratégie, aucun scénario durable n'est écrit à l'avance et les conditions dans lesquelles s'exerceront les échanges mondiaux de la volaille joueront un rôle déterminant pour la suite.

Ainsi, la Commission européenne, soucieuse de ne pas s'attirer les foudres des Etats Unis, vient de lever l'interdiction dont sont frappés depuis 1997 les poulets américains traités au chlore. Ce dossier a donné lieu à un débat homérique au sein du collège des commissaires,

le commissaire au commerce : Peter Mandelson et le président de la commission : José Manuel Barroso, qui ont soutenu cette démarche dans le but évident de faire un geste en direction des Etats Unis avant le sommet prévu le 10 juin en Slovénie.

Cette attitude de «bienveillance», dans un contexte où les paysans européens sont de plus en plus soumis à des règles contraignantes en matière d'hygiène en dit long sur les conditions dans lesquelles tend à s'exercer la concurrence mondiale mais elle illustre aussi une certaine conception du peu d'ambition que fixe l'Europe au développement de notre agriculture.

Les Etats Unis, qui entendent régenter le Monde avec son modèle de développement en faisant de l'arme alimentaire son instrument de domination n'entend pas exonérer l'Europe de son champ d'intervention ; mais rien n'oblige l'Europe à l'accepter !

Mais ce seul exemple suffit pour illustrer la manière par laquelle le libéralisme, en s'exonérant de toutes les règles sociales, de sûreté et de sécurité alimentaire, peut utiliser des méthodes consistant à tremper du poulet dans des solutions antimicrobiennes afin d'éviter les risques de contamination pour mieux conquérir le commerce mondial pas des produits à bas coûts : c'est le prix à payer pour accepter le libre échangeisme mondial fondé sur le dogme de la concurrence «libre et non faussée» !